

«Dix-sept objectifs pour changer le monde», la table ronde organisée par la FGC a mis en avant le caractère fédérateur de l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable

Changer le monde par capillarité

BENITO PEREZ

Développement durable ▶ «Les Objectifs du développement durable (ODD) ne sont pas un plan couteux et éloigné du terrain mais ce que nous pouvons faire, chacun à notre niveau, citoyens, autorités, entreprises, pour y parvenir.» Jeudi soir, dans un auditoire comble d'Uni-Mail, l'introduction de Sandrine Salerno résumait bien l'état d'esprit de la table ronde mise sur pied par la Fédération genevoise de coopération (FGC) pour débattre de l'Agenda onusien pour 2030. Et à voir la foule plurielle – universitaires, associatifs, politiques, administratifs et onusiens – attentive aux propos de la conseillère administrative de la Ville, «l'écosystème de la Genève internationale» paraît en effet mobilisé par les dix-sept objectifs et 169 cibles définis en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies (lire ci-dessous).

Dans l'esprit de la FGC et de son partenaire onusien du SDG Lab¹, la soirée devait permettre à chacun de s'accaparer cet agenda onusien, en s'inspirant des initiatives déjà existantes. Histoire de provoquer cet effet d'entraînement décisif lorsque tant d'acteurs sont concernés. «Il y a sept ans, se rappelle M^{me} Salerno, lorsque nous avons voulu convertir le portefeuille d'actions de la Ville en avoirs responsables, on nous regardait bizarrement, et le secteur bancaire n'avait que peu de propositions à nous faire. Ça change!»

Divers mais interdépendants

Un optimisme largement partagé sur l'estrade et qui se nourrit de la nature même des ODD. «L'Agenda 2030 n'est pas un programme de gauche, c'est le résultat d'une âpre discussion entre 193 Etats et des représentants de la société civile. Chacun a pu mettre l'accent sur ses propres intérêts», décrit Thomas Gass, vice-directeur de la Coopération suisse (DDC) et l'un des instigateurs des ODD au sein de l'ONU.

Ainsi la Suisse a-t-elle poussé à renforcer les volets «changement climatique» et «bonne gouvernance». «Alors que pour des pays plus pauvres, le développement économique et social était la priorité», remarque M. Gass. Mais, au final, «ces objectifs sont indivisibles et interdépendants».

Une cohérence que l'on voudra vertueuse: un progrès dans l'éducation se

L'objectif 6 de l'agenda 2030 exige un accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.

KEYSTONE



répercutera sur la protection de l'environnement, qui permettra un développement économique durable, etc. Un effort global qui demande de la volonté politique mais aussi un pilotage fin, pour lequel l'ONG BioVision a concocté, à la demande du Sénégal, un simulateur capable d'optimiser les politiques en fonction des 169 cibles des ODD. «Nous essayons de réduire d'éventuelles interactions négatives pour obtenir la meilleure efficacité», résume Michael Bergöö, de BioVision Suisse.

Cantons lémaniques en action

Sans aller aussi loin dans la modélisation, les cantons de Vaud et de Genève ont chacun développé une stratégie propre. Le premier intégrant l'Agenda 2030 à son programme de législation². Le second se dotant l'an dernier d'un «concept du développement durable pour 2030»³, qui incite «tous les départements à mettre sur pied des projets», explique Maria Jesús Alonso Lormand. Un million de francs sont alloués annuellement à la poursuite des objectifs.



«Une catastrophe climatique ne serait pas bonne pour le business»

Michael Møller

La directrice du Service genevois de la solidarité internationale met ainsi en avant l'apport grandissant des HUG à travers la télémédecine ou encore des projets de coopération décentralisée tels que ceux de la Communauté frontalière de l'eau à Madagascar.

Vice-présidente du Conseil d'Etat, Anne Emery-Torracinta rappelle que le développement durable figure en toutes lettres dans la Constitution cantonale. Et dans la loi sur l'instruction publique, qui donne à l'école pour mission de rendre conscient des enjeux environnementaux. «Face aux fake news et au climato-scepticisme, nous devons renforcer l'esprit critique et la culture scientifique», note-t-elle.

Avec le secteur privé?

Mais si certaines administrations commencent leur mue, si les ONG sont sur le qui-vive et si l'ONU tente de fédérer – par exemple en faisant circuler les innovations au sein du SDG Lab – quid du secteur privé, aussi absent à Uni-Mail que présent dans la bouche des intervenants? «On voit une prise de

conscience», assure le patron de l'ONU à Genève, Michael Møller. Ce dernier se dit conscient du «changement culturel» qu'il s'agit d'initier mais il prévient: «Remplir les objectifs du développement durable exige de trouver 5000 milliards de dollars par an. Avec la seule aide au développement (150 milliards, ndlr), on n'y arrivera pas.» Sandrine Salerno abonde et complète: «Rien ne sera possible si l'on n'implique pas le secteur privé et qu'il maintient ses pratiques d'accaparement et de destruction.»

Mais Michael Møller est sûr de son fait: «Une catastrophe climatique ne serait pas bonne pour le business. Les hommes d'affaires ne sont pas bêtes: pourquoi continueraient-ils d'investir dans des produits dont les gens ne veulent plus ou dans des secteurs condamnés?»¹

¹ Laboratoire des ODD (sdglab.ch)
² vd.ch/themes/environnement/developpement-durable/agenda-2030-cantonal/
³ ge.ch/document/concept-cantonal-du-developpement-durable-2030/telecharger
Pour aller plus loin, la FGC a publié un dossier spécial très complet sur les ODD disponible à l'adresse fgc.federeso.ch/reflexions-et-debats

Chance et défi pour la coopération

Bien que transversaux, les Objectifs du développement durable (ODD) semblent – en dehors de l'ONU – principalement portés par les acteurs de la coopération. Une imbrication logique, selon René Longet: «Les ODD lient égalité des droits et saine gestion des ressources planétaires, c'est la définition même de l'aide au développement», expose le président de la Fédération genevoise de coopération (FGC). Habitué à jouer l'interface entre bailleurs de fonds et associations de terrain, la FGC se reconnaît dans le travail de partenariat préconisé par les ODD et compte bien apporter son expérience dans le travail de réseautage.

Inversement, les ODD sont aussi une opportunité pour les acteurs de la solidarité: «Pour des organismes nationaux comme la DDC, l'Agenda 2030 fournit un vision commune. C'est une chance de sortir de la logique qui a préidé jusqu'ici où le Nord apporte ses solutions au Sud», se réjouit le vice-directeur Thomas Gass.



«Ne laisser personne sur le bord du chemin sans quoi aucun développement ne pourra être durable»

Thomas Gass

Plus: la coopération pourrait gagner en impact, en développant – dans le cadre des ODD – de nouveaux outils, plus globaux. Car contrairement aux précédents objectifs onusiens, dits du Millénaire, qui visaient à réduire le nombre de personnes victimes de violations de leurs droits, l'Agenda 2030 postule qu'il est possible et nécessaire de «ne laisser personne sur le bord du chemin, sans quoi aucun développement ne pourra être durable», décrit M. Gass. A l'inverse, renvoie M. Longet, «pour que ce développement serve à quelque chose, il faudra préserver la planète».

S'aventurant sur le terrain politique, le vice-directeur de la Coopération suisse voit dans les ODD une pédagogie: «Ils nous donnent l'opportunité d'expliquer à la Suisse que nous faisons partie d'une communauté internationale interdépendante.» Et de se faire plus explicite: «Notre sécurité et notre prospérité dépendent de la réussite des ODD.»

OBJECTIFS (PLUS OU MOINS) PRÉCIS

Les dix-sept Objectifs du développement durable (ODD)¹ en cachent en réalité 169! Dans chaque domaine d'intervention, c'est en effet une panoplie beaucoup plus complète de missions que la communauté internationale s'est auto-attribuées. Ainsi, le premier ODD intitulé «Éliminer la pauvreté» prévoit concrètement l'éradication d'ici à 2030 de l'extrême pauvreté, définie comme le fait de vivre avec moins de 1,25 dollar² par jour, ce qui concernerait environ 800 millions de personnes. Mais il appelle également à la diminution de moitié de la pauvreté, telle que définie dans chaque pays. Ou encore à la mise en place de «systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient».

Autre exemple: l'élimination de la faim – ODD 2 – est accompagnée d'un plan d'action prônant le «doublement de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs alimentaires» qui, avec «la préservation des écosystèmes», «diversité génétique» et le transfert de technologie, sont particulièrement choyés par un document qui leur promet «accès aux ressources naturelles» et protection contre le «subventionnement des exportations».

Au fil des dix-sept ODD, les cibles explicitement chiffrées demeurent toutefois l'exception, à l'inverse des précédents objectifs du Millénaire. Il faut se rabattre sur les indicateurs de référence – le texte en propose 244 – afin de comparer les efforts de chacun. Une étrange pudeur en ces temps où l'obligation de résultats et la mesure de ceux-ci règnent en maître sur la coopération au développement.

BPZ

¹ un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/
² Et non 1,9 dollar selon le nouveau seuil défini en 2015 par la Banque mondiale.

BPZ